

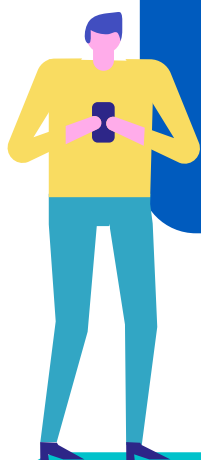
Les nullités



Lorsque l'une des conditions de validité du contrat (énoncées par l'**article 1128 du code civil**) fait défaut, la sanction est la **nullité** de celui-ci. L'**article 1178 du code civil** dispose en effet "qu'un contrat qui ne remplit pas les conditions requise pour sa validité est nul". Le "défaut" se trouve donc ici au stade de la **formation** du contrat, et non de son exécution.

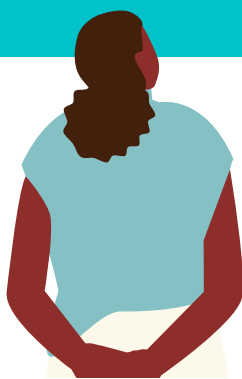
Dès lors que l'une des conditions de formation du contrat fait défaut, la nullité pourra être demandée au juge. La nullité ne saurait en effet être prononcée automatiquement. L'**article 1178 du code civil** précise en ce sens que "la nullité doit être prononcée par le **juge**". Par exception, les parties ont la possibilité de la constater conventionnellement, c'est-à-dire "d'un commun accord".

La nullité du contrat ne doit pas être confondue avec sa **caducité** (**article 1186 du code civil**). La caducité frappe en effet un contrat **régulièrement** formé, mais qui perd, au court de son exécution, un élément nécessaire à sa validité.



Classification

Il faut distinguer les nullités **relatives** des nullités **absolues**. La distinction tient à la finalité poursuivie par la règle transgressée. En effet, selon l'**article 1179 du code civil**, la nullité est absolue "lorsque la règle violée a pour objet la sauvegarde de l'**intérêt général**" (illicéité, absence totale de consentement). La nullité est en revanche relative "lorsque la règle violée a pour seul objet la sauvegarde d'un **intérêt privé**" (vices du consentement, incapacité)





Les nullités absolues

Les nullités absolues sont réglementées par l'**article 1180 du code civil**. Elles ont la particularité de pouvoir être invoquées par **toute personne** qui y a un intérêt, et ne sont pas susceptibles de confirmation.

La confirmation consiste à "valider" un acte qui encourait pourtant la nullité. La nullité n'est donc plus susceptible d'être demandée par le cocontractant qui aurait pu s'en prévaloir, car il a renoncé à son droit.

Les nullités relatives

Les nullités relatives sont réglementées par l'**article 1181 du code civil**. Elles ne peuvent être invoquées que par la partie protégée par la règle violée, et sont susceptibles de confirmation.

Les héritiers de la partie protégée décédée peuvent également agir en nullité.



Les effets de la nullité

Si la nullité présente des différences de mise en oeuvre selon qu'elle soit absolue ou relative, une fois prononcée, elle produit les mêmes effets : la nullité entraîne la **disparition rétroactive** du contrat. Tout se passe comme si le contrat n'avait jamais existé entre les parties, qui sont replacées dans la situation antérieure à sa conclusion. Ceci suppose des **restitutions** : chacun doit rendre à l'autre ce qu'il a reçu. L'**article 1352** précise que la restitution a lieu en nature ou, si impossibilité, en valeur (la personne avait reçu un service par exemple).



Le délai de prescription pour l'action en nullité est de **5 ans**, à compter du jour où la personne titulaire de l'action a connu ou aurait du connaître les faits lui permettant de l'exercer (**Art. 2224 C. civ.**)



Lorsque le contrat est valable mais que l'une des parties n'exécute pas correctement ses obligations, elle peut être sanctionnée. L'**article 1217 du Code civil** énumère 5 sanctions possibles : l'**exception d'inexécution**, l'**exécution forcée**, la **réduction du prix**, la **résolution du contrat**, et l'engagement de la **responsabilité contractuelle** du cocontractant fautif. La partie victime de l'inexécution a le choix entre ces différentes sanctions, qui peuvent se cumuler entre elles.

La responsabilité contractuelle

Lorsqu'une partie est victime d'une mauvaise exécution voir d'une inexécution de son contrat, elle peut tenter d'obtenir des dommages et intérêts sur le fondement de l'**article 1217 du Code civil**, en engageant la responsabilité **contractuelle** de son cocontractant. La responsabilité contractuelle suppose la réunion de trois conditions, listées aux **articles 1231 et suivants du Code civil** : l'inexécution d'une obligation contractuelle, un préjudice, et un lien de causalité entre les deux premières conditions.

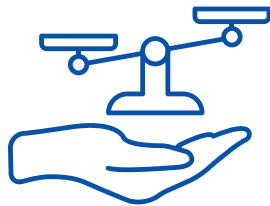
L'action en responsabilité est ici de nature **contractuelle** (**art. 1231 et s. C. civ.**) et non **délictuelle** (**art. 1240 et s. C. civ.**). En effet, un contrat valablement conclu lie les deux parties à l'action en responsabilité.

L'inexécution d'une obligation contractuelle

Le cocontractant doit prouver l'inexécution (ou la mauvaise exécution) d'une obligation contractuelle par son cocontractant. Elle suppose, pour être établie, de distinguer selon que l'obligation pesant sur le cocontractant est de **résultat** ou de **moyen**.

L'obligation de résultat

L'obligation est de **résultat** lorsque le débiteur s'est obligé à fournir un résultat au créancier (réparer une voiture, assurer la sécurité des passagers, etc). Il suffira de prouver que ce résultat n'a pas été atteint pour établir l'inexécution contractuelle.



L'obligation de moyen

L'obligation est de **moyen** lorsque le débiteur ne promet pas un résultat, mais de mettre en oeuvre tous les moyens que mettrait en oeuvre une personne raisonnable pour y parvenir. Ici, il faudra prouver que le débiteur aurait pu, par des moyens plus appropriés, éviter le dommage (en étant plus vigilant, en se renseignant un minima, etc)

En pratique, il faut regarder l'**intensité** de l'engagement prit par le débiteur. A-t-il prit l'engagement ferme et irrévocable de faire telle chose ? Le cas échéant, l'obligation sera de résultat. Un autre critère réside dans l'**évaluation du rôle** que joue le créancier dans l'exécution du contrat : plus il est passif, plus l'obligation sera de résultat. Ex : Un exploitant de télésiège a une obligation de sécurité de résultat pendant le trajet (rôle passif du transporté) alors qu'il a une obligation de sécurité de moyen lors des opérations d'embarquement et de débarquement (rôle actif du transporté).





Un préjudice

En pratique, il faut regarder l'**intensité** de l'engagement prit par le débiteur. A-t-il prit l'engagement ferme et irrévocable de faire telle chose ? Le cas échéant, l'obligation sera de résultat. Un autre critère réside dans l'**évaluation du rôle** que joue le créancier dans l'exécution du contrat : plus il est passif, plus l'obligation sera de résultat. Ex : Un exploitant de télésiège a une obligation de sécurité de résultat pendant le trajet (rôle passif du transporté) alors qu'il a une obligation de sécurité de moyen lors des opérations d'embarquement et de débarquement (rôle actif du transporté).

Un lien de causalité

Conformément à l'**article 1231-4 du Code civil**, le préjudice doit **résulter** de l'inexécution contractuelle. Ex : c'est bien parce que la barrière de sécurité du télésiège était défectueuse que le skieur s'est cassé la jambe : si la barrière avait été bien fixée, il ne serait certainement pas tombé.

La jurisprudence admet qu'une **faute de la victime** puisse être partiellement exonératoire de responsabilité. De plus, si elle revêt les caractéristiques de la force majeure, la faute de la victime entraînera l'exonération **totale** du cocontractant.

